

# Objectif: le top 10

Mercredi prochain, le Forum économique mondial (WEF) publiera son traditionnel classement de compétitivité. Tous les ans, il présente un panorama de la compétitivité, destiné notamment aux nombreux décideurs qui suivent de près les activités du WEF. L'organisation basée à Genève est en effet aux commandes du Forum économique mondial organisé tous les ans à Davos. Dans son idée du mois, la Fondation Idea a.s.b.l. donne quelques pistes pour booster la position du Luxembourg dans ce classement. Car lors de la dernière parution, pour 2015-2016, le Grand-Duché figurait en 20ème position, derrière l'Allemagne (4ème) et la Belgique (19ème). Le «senior economist» à la Fondation Idea, Muriel Bouchet, nous explique comment le Luxembourg pourrait atteindre le top 10.

«L'enquête du WEF capte énormément d'attention. On a du mal à croire que cela n'influence pas les décisions d'implantation des entreprises. Il est donc utile de se demander comment le Luxembourg pourrait figurer dans le top 10.

Nous avons fait une étude analytique qui identifie les indicateurs sur lesquels on peut agir pour permettre au Luxembourg d'atteindre le top 10 du classement du WEF. Nous avons regardé les indicateurs où le Luxembourg accuse le plus de retard par rapport aux pays

du top 10 et l'objectif est d'influencer ces paramètres. Pour le classement 2015-2016, on est en-dessous de deux pays voisins, ce n'est pas très brillant pour le Luxembourg, une économie réputée très ouverte. Nous avons identifié 30 indicateurs sur lesquels le Luxembourg est très en retard. Ils relèvent de six grands domaines d'action, à savoir l'éducation et la formation, la recherche, les infrastructures (de transport notamment), la réglementation du marché des produits et la compétition, le marché du travail et les salaires et enfin, les formalités administratives lors de la création d'entreprises. L'idée est donc de progresser dans ces six domaines d'action. Mais plus largement, cette démarche pourrait être le point de départ d'une stratégie d'ensemble.

Nous recommandons dans nos conclusions la création d'un groupe de travail, éventuellement dans le cadre de l'Observatoire de la compétitivité. Mais viser le top 10 suppose aussi une certaine forme de discussion avec le WEF pour savoir comment agir exactement sur l'indicateur (définition de l'indicateur, sources, etc.). Celui-ci se base sur des indicateurs macroéconomiques mais aussi sur des indicateurs plus subjectifs comme l'évaluation de la qualité des infrastructures par exemple, qui ressort d'un coup de sonde mené auprès de dirigeants d'entreprises. Il y a une composante subjective qui est inévitable. Autre exemple, l'indicateur des études supérieures est mal défini, parce qu'il ne tient pas compte des étudiants luxembourgeois qui partent étudier à l'étranger. Rien que sur ce critère, nous aurions deux places à gagner.»

➔ [www.fondation-idea.lu](http://www.fondation-idea.lu)

MURIEL BOUCHET  
Senior economist  
à la Fondation Idea

«Il y a une composante subjective qui est inévitable»